



REGERINGSKANSLIET

Ministère des Affaires Étrangères

Direction Presse et Information

(Traduction non officielle)

Déclaration de politique générale présentée le mardi 16 septembre 2002
devant le Riksdag par M. Göran Persson, Premier ministre

Majestés,
Altesses Royales,
Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,

Il y a cinq jours, la Suède a été bouleversée par l'assassinat de sa
ministre des affaires étrangères, Anna Lindh.

Il y a deux jours a eu lieu le référendum sur l'euro.

Aujourd'hui, les premiers représentants du peuple suédois se
réunissent pour une nouvelle année de travail au Riksdag.

Il est maintenant de notre responsabilité commune de rassembler la
nation et d'élaborer une politique dans l'intérêt du peuple entier.

* * *

Le résultat du référendum est sans équivoque.

L'appui des Suédois à l'union monétaire est faible.

Le résultat du référendum sera naturellement respecté. La Suède ne participera pas pleinement à la coopération monétaire européenne. Cette décision est appelée à valoir pour tout l'avenir prévisible. Les partis représentés au Riksdag ont jugé que la question ne devait pas être remise à l'ordre du jour sous la présente législature, ni sous la prochaine.

La Suède, par contre, continuera de participer aux deux premières phases de l'Union économique et monétaire.

Les critères de convergence et le Pacte de stabilité ont été bénéfiques pour l'économie suédoise. Ils serviront d'orientation à la politique gouvernementale pour des finances publiques saines. Les objectifs de notre politique économique restent inchangés : Les plafonds de dépenses et l'objectif d'excédent budgétaire seront respectés.

Nous ferons face aux conséquences du non suédois à l'euro par une politique offensive, à l'intérieur comme au plan international.

Nous ferons face aux risques de turbulences futures sur les marchés des taux et des devises, et de ralentissement de la croissance économique en Suède, par des mesures énergiques pour renforcer nos entreprises, notre commerce et notre croissance.

Le risque d'une perte d'influence dans la coopération européenne n'implique pas une réduction des ambitions suédoises. La Suède, au contraire, sera un pays membre encore plus actif et un partenaire constructif de la coopération européenne.

Notre politique va s'employer maintenant, dans la coopération la plus large possible, à préparer au mieux la Suède à l'exclusion qui découle de l'issue du référendum.

* * *

Monsieur le Président,

La société de bien-être est confrontée à de grands défis, notamment – et non des moindres – le vieillissement démographique. Si nous voulons assurer un bien-être solide dans le futur, il faudra mettre davantage de gens au travail et faire progresser la croissance.

Il nous faudra aussi surmonter les clivages qui mettent à l'épreuve la cohésion nationale, des clivages qui s'accroissent principalement entre les régions de Suède. Mais ils s'accroissent aussi entre les citoyens d'origines différentes, entre ceux qui sont bien insérés sur le marché du travail et ceux qui ont du mal à y trouver leur place, entre les hommes et les femmes. Ils menacent de compromettre la démocratie et ils sont un obstacle à la croissance.

La croissance n'advient pas spontanément. Elle se fonde sur des finances publiques saines et une population dotée d'une bonne formation. Elle dépend de la fiscalité, des conditions et des réglementations. Elle dépend du degré d'ouverture de la société sur le monde extérieur. Mais en définitive, elle naît de la foi en l'avenir, elle naît chez des entrepreneurs innovants, dans la cohésion sociale, dans le goût du travail du grand nombre et la volonté partagée de se développer et de conquérir de nouvelles frontières.

La croissance naît d'une synergie – entre la sécurité humaine et l'ouverture à la nouveauté, entre un secteur public fort et des investissements judicieux dans le secteur privé, entre la prise de responsabilité collective et les possibilités pour chacun de réaliser ses rêves.

La coopération monétaire aurait favorisé le commerce et l'entrepreneuriat. Elle nous aurait donné de meilleures conditions de croissance et de prospérité. Il faudra maintenant assurer par d'autres moyens un développement soutenu.

Un programme pour une Suède compétitive, attractive et tournée vers l'avenir devra être mis en œuvre.

Les partis politiques, les partenaires sociaux et autres organisations centrales en assument ensemble la responsabilité. C'est pourquoi le gouvernement invite à une large collaboration pour développer la Suède.

* * *

1. Affermir la compétitivité suédoise

Plusieurs des principaux pays concurrents de la Suède, tels que la Finlande et l'Allemagne, continuent d'approfondir leurs liens par le biais de la monnaie commune. Pour affermir la compétitivité suédoise, des impôts essentiels tels que la fiscalité du capital et l'imposition des sociétés devront être revus. S'ils s'écartent notablement de ceux de nos voisins de la zone euro, ils peuvent devenir une menace pour la croissance et la prospérité de la Suède. Cela devrait entrer dans le cadre d'une stratégie à long terme, bien ancrée parmi les partis parlementaires et les partenaires sociaux.

2. Développer la Suède dans la cohésion

Personne n'a à gagner aux déséquilibres régionaux. La Suède doit disposer d'un système de péréquation qui atténue les déséquilibres entre communes et conseils généraux, de façon à donner à toutes les régions les conditions nécessaires à la croissance. Un système de péréquation amélioré pour les communes et les conseils généraux sera

présenté. Il faut veiller à préserver le bien-être social dans les collectivités locales confrontées à un dépeuplement important et à un amenuisement de leur capacité fiscale. En premier lieu les communes et conseils généraux des régions à faible densité de population où les logements inoccupés constituent un problème persistant doivent bénéficier d'aides et d'allègements par l'entremise d'une société d'État constituée à cet effet. La coopération et les échanges transnationaux entre régions et communes d'Europe progressent et doivent être encouragés. Les agriculteurs suédois doivent pouvoir affronter la concurrence dans des conditions analogues à celles du reste de l'Europe.

3. Des infrastructures pour assurer les liaisons entre les régions et avec les pays voisins

Au printemps, une communication prévoyant un vigoureux effort en faveur des infrastructures suédoises sera remise au Riksdag. Elle proposera quelques investissements cruciaux pour la croissance. La traversée de Stockholm est un obstacle à l'efficacité du trafic ferroviaire dans tout le sud de la Suède. C'est pour y remédier qu'il faut construire le tunnel de Citybanan. Les conditions de circulation doivent être améliorées dans l'ouest de la Suède. Des formes de financement alternatives seront examinées en vue d'accélérer les travaux dans cette section du réseau routier. Des garanties de crédit améliorées faciliteront la levée de capitaux pour la construction de logements. Les aides aux communes qui développent leurs réseaux à haut débit seront améliorées, afin de relier toutes les régions du pays. Dès l'année prochaine, 250 millions de couronnes supplémentaires y seront affectés. Le développement du haut débit pourra ainsi se poursuivre à plein régime.

4. Humanisation de la vie au travail et lutte contre les problèmes de santé

Toutes et tous doivent concourir à la réduction des congés de maladie, qui représentent une perte de potentiel de croissance, mais avant tout une perte de qualité de vie pour beaucoup. La proposition du gouvernement tendant à privilégier les arrêts de travail à temps partiel a contribué à réduire la part des congés de maladie à temps plein. Un soutien spécifique à l'emploi des personnes en arrêt de travail de longue durée sera mis en place pour faciliter leur rééducation. À partir du premier janvier de l'année prochaine, le gouvernement instaurera une possibilité de coordination entre caisses d'assurances, commissions départementales du travail, communes et conseils généraux pour améliorer la rééducation des personnes ayant besoin d'un ensemble de mesures complexes. Un système visant à renforcer la motivation économique des employeurs à réduire les congés de maladie sera mis en place dans le courant de 2004. Les journées de carence doivent être appliquées de manière équitable et efficace. Cet automne, le gouvernement examinera la question avec les partenaires sociaux.

5. Faire progresser l'emploi des jeunes et des immigrés

La politique de l'emploi doit être axée sur les services de placement et les mesures personnalisées en faveur de ceux qui ont des difficultés particulières à trouver un travail. Il faut faire échec au chômage de longue durée parmi les jeunes. Des mesures seront présentées pour réduire de moitié le chômage des jeunes sur une période d'un an. L'emploi doit progresser aussi parmi les personnes d'origine étrangère. L'État employeur doit être un modèle à cet égard. L'accueil des nouveaux immigrés et l'aide à leur insertion sociale seront réformés, l'accent étant mis sur un accès plus rapide au marché du travail. L'enseignement du suédois, les stages d'initiation professionnelle, la validation des qualifications et autres mérites doivent pouvoir intervenir parallèlement. Les responsabilités de l'Administration

nationale du travail et des autres instances publiques seront précisées. Une délégation à la validation, dotée de crédits de 60 millions de couronnes sur quatre ans, sera créée pour mieux évaluer et mettre à profit les connaissances et compétences existantes des personnes. L'enseignement du suédois pour les réfugiés sera réformé.

6. Faire de la Suède une nation de pointe dans le domaine de la recherche

Le nombre d'examens doit doubler dans les formations de troisième cycle. À cet effet, la recherche fondamentale sera renforcée et le développement de la formation à la recherche se poursuivra. Les entreprises liées à la recherche doivent devenir plus nombreuses. Un effort particulier sera accompli dans le domaine de la recherche industrielle sur les applications des technologies de l'information. Nous contribuerons au programme Ariane en garantissant le maintien du financement de la participation suédoise à ce programme spatial important pour la haute technologie suédoise. Le passage des avancées de la recherche aux produits commercialisables doit devenir plus rapide.

7. Améliorer les conditions de l'entrepreneuriat

Le Fonds de développement industriel suédois sera développé pour améliorer l'accès au capital-risque dès les premiers stades d'un projet. De nouvelles simplifications réglementaires seront mises en œuvre. Les délais de traitement des dossiers seront écourtés pour l'immatriculation des entreprises. Les actions régionales de développement de l'entreprise seront rationalisées et simplifiées. Grâce à un allègement des dispositions concernant les entreprises à nombre restreint d'actionnaires, les petites entreprises bénéficieront de baisses d'impôts d'un milliard de couronnes en tout. Dans le courant de l'automne seront présentées des propositions visant à faciliter la transition entre les générations dans les petites entreprises. Les sociétés civiles

coopératives auront droit à des déductions plus avantageuses au titre des distributions de bénéfices. Des consultations annuelles seront engagées avec l'industrie alimentaire en vue de stimuler le développement et l'effort d'exportation. Le renouvellement de la réglementation des sociétés financières se poursuit à bonne allure.

8. Mettre à profit les nouvelles opportunités de croissance dans la région de la Baltique

L'élargissement de l'Union européenne va faire entrer dans le marché intérieur nos plus proches voisins du pourtour de la Baltique. Pour la Suède aussi, le potentiel de progression des échanges commerciaux, d'investissement et de croissance en sera grandement amélioré. Un Centre de la Baltique sera créé pour renforcer la position des entreprises suédoises et les possibilités de commerce intrarégional. Les représentations commerciales seront également développées et renforcées dans toute la région. Une action offensive de soutien et de conseil sera menée pour les entreprises intéressées qui possèdent un potentiel d'échanges avec les pays de la Baltique. Les relations par-delà la Baltique seront également intensifiées dans d'autres domaines, par exemple la lutte contre la criminalité transnationale et la coopération pour l'environnement. La coopération sur les affaires européennes entre les pays nordiques et ceux de la Baltique sera encore approfondie et une nouvelle stratégie sera élaborée pour la Russie.

9. Impulser un développement écologiquement durable par des technologies modernes

Les études d'impact écologique seront accélérées et simplifiées pour les entreprises sans pour autant que l'environnement ait à en souffrir. La Suède travaillera activement à faire avancer la politique climatique. L'effort d'investissement des communes dans le domaine climatique s'intensifie. L'énergie éolienne sera développée. Des technologies sobres en énergie permettent d'améliorer le rendement énergétique. La

Suède souhaite voir adopter un plan d'action communautaire substantiel à cette fin. La fiscalité restera un moyen d'intervention en faveur du développement durable. Des efforts sont nécessaires pour rendre la mer Baltique plus propre. Afin de prévenir les rejets d'hydrocarbures en mer, des moyens accrus seront consacrés au renforcement et à l'extension de la surveillance. La lutte contre les produits chimiques dangereux se poursuit. À l'initiative de la Suède, une conférence internationale sur l'éducation au développement durable se tiendra au printemps à Göteborg.

10. Accroître les exportations et tirer parti de l'internationalisation

Il faut faire bénéficier les entreprises de tout le pays des avantages de l'internationalisation. Une nouvelle loi sur les sociétés anonymes sera proposée pour donner aux entreprises de meilleurs moyens d'utiliser les nouvelles formes de financement qui résultent de l'internationalisation. Des liens plus forts doivent s'instaurer entre recherche, progrès technologique, commercialisation et internationalisation des technologies environnementales suédoises. Un centre pour l'écodéveloppement des entreprises et l'exportation des technologies environnementales sera créé. La formation à la vente à l'exportation dispensée par le Centre suédois du commerce extérieur sera élargie. Un centre de développement des méthodes va être fondé pour lutter contre la bureaucratie qui entrave les échanges commerciaux. Un nouveau forum doit être mis en place pour permettre des échanges réguliers avec le monde des entreprises sur les questions à l'ordre du jour européen.

* * *

Monsieur le Président,

Au printemps prochain, l'Union européenne accueillera dix nouveaux membres, et un pas historique sera franchi vers une Europe unie. Avec

de nouveaux membres, un nouveau traité, un marché intérieur élargi et une monnaie commune, la future Europe de prospérité, de démocratie et de paix prend forme.

La Suède est un petit pays axé sur l'exportation, fortement tributaire du monde extérieur. Où que nous vivions en Suède, notre croissance et notre prospérité sont largement liées à l'évolution de l'Europe. Mettre en évidence cette relation et montrer l'importance de l'Union européenne pour la Suède est une tâche que beaucoup doivent prendre à cœur.

La Suède doit être une partie prenante active et constructive à la coopération européenne, autant parce que c'est de sa responsabilité que parce qu'elle y trouve son intérêt. C'est sur cette base que le gouvernement élaborera sa politique européenne.

L'Union européenne est devenue l'Union de l'emploi que la Suède appelait de ses vœux. Des objectifs ambitieux ont été fixés dans le cadre de la stratégie de Lisbonne et de bons résultats ont été obtenus. L'objectif est de porter le taux d'emploi à 67 pour cent dès 2005. Il convient maintenant de développer cette stratégie.

Nation pionnière de l'égalité des chances au sein de l'Union européenne, la Suède se sent investie d'une responsabilité particulière. Le gouvernement tient à ce que la dimension de l'égalité entre femmes et hommes soit intégrée dans tous les domaines de la politique européenne.

L'élargissement accroît le besoin et la possibilité d'une politique environnementale forte au niveau de l'Union. La Suède continuera de donner l'impulsion pour viser des ambitions plus hautes.

Connue pour sa transparence, la Suède jouit donc d'une forte crédibilité quand elle demande une transparence accrue dans l'Union.

Le public doit se voir donner un meilleur accès aux documents officiels. La Suède a en partie été entendue sur ce point dans la Convention pour l'avenir de l'Europe.

La conférence intergouvernementale sur l'avenir de l'Union s'ouvrira le 4 octobre. Une communication sur la Convention sera déposée sous peu au Riksdag. Le gouvernement souhaite un large consensus politique sur l'élaboration de la future constitution européenne. Une étroite concertation sera établie avec le Riksdag pendant les négociations.

Le projet de répartition des pouvoirs entre les institutions européennes présenté par la Convention est pour l'essentiel satisfaisant. L'unanimité doit rester de règle pour les décisions concernant la fiscalité, la politique de défense et de grandes parties de la politique extérieure. La Suède œuvrera pour une Union transparente et démocratique, associant prise de décision commune et coopération intergouvernementale facultative.

* * *

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les députés,

Vous représentez l'une des choses les plus importantes que nous ayons en Suède – notre démocratie.

Vous détenez une des choses les plus nobles que l'on puisse détenir – la confiance d'autrui, un mandat électif.

Permettez-moi de citer Svante Lundkvist, ancien ministre et député. Dans son recueil de poèmes « Noteringar », on trouve cette citation d'un débat parlementaire de 1982 :

« Politique

cette expression de l'attente des hommes
de leurs intérêts contradictoires
de leurs préoccupations et de leur crainte de l'avenir

Responsables politiques

ces êtres parfois un peu décriés
effervescents comme des abeilles ils vaquent
à des affaires grandes ou petites
dans la communauté des hommes.

Scrutez-les bien

mais ne leur déniez pas le rôle
que vous leur avez donné mission de jouer. »

Le gouvernement veut prendre des initiatives qui renforcent la gestion
populaire et la démocratie représentative en Suède.

Davantage de citoyens doivent avoir la possibilité d'assumer à un
moment de leur vie un mandat politique. Pour cela, il faut revoir la
situation des élus.

Il doit être possible de concilier un mandat électif avec la vie
professionnelle et familiale, avec l'intégrité et la sécurité. S'il n'en est
pas ainsi, le vivier de ceux qui sont disposés à prendre sur eux la
responsabilité – et connaître la joie – de représenter leurs semblables
s'amenuisera.

Le travail entrepris à propos des menaces contre les élus doit être
poursuivi par un groupe de travail comprenant entre autres des
représentants des communes, des mouvements populaires, du système
judiciaire et des médias.

Même si les partis politiques, les associations et les mouvements populaires voient leurs effectifs diminuer, l'engagement politique s'accroît dans la société. C'est un gaspillage de ne pas mettre à profit l'engagement individuel. L'expérience des retraités est une ressource précieuse, de même que le regard des jeunes. Le gouvernement prendra une initiative pour augmenter les aides aux partis afin que ceux-ci puissent mieux accompagner la formation des nouveaux représentants élus des organisations de jeunesse.

Les règles de la démocratie suédoise – nos textes constitutionnels – auront bientôt trente ans. Au fil de cette période, la société a connu de profondes mutations et la démocratie a été confrontée à de nouveaux défis. Le moment est venu de revoir les règles du jeu de la démocratie. Les partis représentés au Riksdag seront donc invités à des consultations sur une révision générale de la Constitution.

Une commission parlementaire chargée de revoir la structure et le partage des attributions dans l'organisation sociale a commencé ses travaux. Elle aura à recenser et mettre en lumière les transformations sociales qui ont un impact sur les relations entre l'État et les collectivités locales, mais aussi entre le gouvernement et l'administration. Elle aura à présenter des propositions concrètes de changements.

* * *

La volonté du gouvernement de renforcer les valeurs démocratiques fondamentales de la société s'est notamment exprimée par les travaux relatifs à l'Histoire Vivante. Il importe d'opposer une résistance inlassable à l'intolérance et à la xénophobie.

En janvier 2004 se tiendra la quatrième et dernière conférence internationale organisée par le gouvernement avec pour point de départ l'Holocauste, sur le thème de la prévention des génocides.

Avec le nouvel organisme, le Forum pour une histoire vivante, a été créée une enceinte qui œuvre aux plans national et international pour la démocratie, la tolérance et les droits de l'homme avec comme point de départ l'Holocauste.

* * *

La Suède est un pays trop petit pour de grands conflits. Il faut un nouvel esprit d'entente pour moderniser la Suède et la rendre plus sûre.

La Suède doit être le pays des multiples potentialités, non la société des grands antagonismes.

Une Suède unie dans son effort pour créer les conditions favorables à un développement plus fort. De plus, un meilleur esprit d'entente dans la société nous préparera mieux à prendre soin les uns des autres.

Les engagements pris par le Parti social-démocrate lors de la campagne de l'année dernière, ainsi que le programme en 121 points élaboré par le gouvernement, le Parti de la gauche et les Verts, seront mis en œuvre au cours de la législature.

Les personnes âgées méritent d'être traitées avec attention et respect. Le nombre croissant de personnes âgées rend indispensable de garantir le financement, les ressources en personnel et la qualité de leur prise en charge. C'est pourquoi une coopération est engagée entre le gouvernement, la Fédération des conseils généraux et la Fédération des communes.

Les enfants doivent être au premier plan de l'attention. Tous les enfants ont le droit de grandir et progresser en savoir dans la sécurité. Toutes les écoles doivent être des écoles de qualité. Un effort sera engagé dès 2005 afin de créer 6 000 nouveaux postes d'instituteurs

d'école maternelle et de puériculteurs. L'effort d'amélioration de la qualité de l'enseignement et d'intégration de 15 000 adultes supplémentaires à l'école se poursuit. Des actions sont également engagées afin de réduire la vulnérabilité économique des enfants. La collaboration avec le mouvement sportif se poursuit pour les enfants et les jeunes de Suède.

Les efforts financiers entrepris dans le domaine des services de santé se poursuivent. Le niveau de base de l'assurance parentale sera porté à 180 couronnes à compter de 2004. Le budget de cette année comporte une nouvelle annexe, plus développée, sur l'égalité des chances. L'année européenne des personnes handicapées met l'accent sur l'accessibilité ainsi que sur la lutte contre la discrimination.

La politique sociale est renforcée. Une action est mise en œuvre concernant la prise en charge des toxicomanes. Ils seront plus nombreux à recevoir des soins, les listes d'attente pour les programmes de désintoxication seront réduites et le suivi médical sera amélioré. L'application du plan d'action en matière de politique de l'alcool se poursuit et la publicité sur l'alcool sera encore restreinte. Un plan d'action national pour la prise en charge sociale des enfants et des jeunes est en préparation.

Chacun doit pouvoir se sentir en sécurité dans la rue.

Les personnes ayant besoin de soins psychiatriques doivent les obtenir. Les services de psychiatrie seront renforcés. Le gouvernement va nommer un coordinateur en charge des questions de psychiatrie, qui émettra régulièrement des propositions sur les modalités du système de psychiatrie et sur la coopération dans ce domaine entre les communes, les conseils généraux et les services publics.

De nouvelles ressources seront allouées à la justice. Le nombre de policiers continuera d'augmenter. Un durcissement de la législation sur

les infractions sexuelles est proposé. Les cas de récidive criminelle doivent diminuer. Les services de traitement pénitentiaire seront développés et les sanctions modernisées.

Notre pays a besoin que nous nous rassemblions maintenant autour des défis à venir.

La Suède est un pays qui compte – pour nous qui y habitons et pour nos semblables à travers le monde.

Nous devons être fiers de notre pays, tout en continuant de le consolider.

Nous devons être fiers de nous, tout en nous soutenant les uns les autres.

Ensemble nous devons avancer.

* * *

Monsieur le Président,

Le 12 février de cette année, la ministre des affaires étrangères, Anna Lindh, présentait la déclaration de politique étrangère du gouvernement. Ce fut sa dernière. Elle déclara :

« La sécurité, dans le monde d'aujourd'hui, doit se réaliser à l'échelle planétaire et en commun, et elle doit inclure la liberté et la sécurité pour tous. /.../ La sécurité passe par les droits de l'homme, le droit international et la démocratie. »

C'est dans cet esprit que la politique étrangère doit être menée. Notre non-participation aux alliances militaires est la base sur laquelle nous contribuons activement à la sécurité commune de notre environnement proche, au sein de l'Union européenne et de l'ONU.

La lutte pour le désarmement se poursuit avec énergie. Les pays possédant l'arme nucléaire doivent être amenés à prendre leur responsabilité. Une solution doit être trouvée concernant la possession de l'arme nucléaire par la Corée du nord. Une commission internationale sur les armes de destruction massive est lancée sous la direction de Hans Blix.

Une nouvelle politique de développement fédère les efforts suédois pour un développement mondial équitable et durable. L'aide au développement continue d'augmenter. Durant cette législature seront prises des décisions permettant de parvenir à l'objectif du un pour cent. Les actions contre le VIH/SIDA sont renforcées. Une priorité est donnée à la lutte contre le trafic de drogue. Il convient de promouvoir une politique de l'asile et des migrations qui soit mieux coordonnée, reposant sur l'humanité et la solidarité, le droit d'asile et les conventions internationales.

Les nations du monde se sont engagées à réduire de moitié la pauvreté d'ici 2015. Les obstacles au commerce élevés par le monde riche doivent être supprimés, y compris en ce qui concerne les produits agricoles. Après l'échec, ce week-end, du sommet de l'OMC à Cancún, il faut redoubler d'efforts dans le cadre de ce cycle de négociation qui vise à un libre échange équitable et à la croissance mondiale.

La coopération avec les pays en développement comme le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Inde sera intensifiée, en même temps que le dialogue avec les États-Unis reste central.

Nous devons apporter notre plein soutien aux efforts de la communauté internationale pour gérer les conflits et la menace internationale. Au Moyen-Orient, la spirale de la violence doit être enrayée et un État palestinien doit être instauré. Il faut assurer la stabilité en Afghanistan, accélérer la reconstruction et la démocratisation en Irak.

N'abandonnons jamais l'espoir que la paix est possible.

N'abandonnons jamais la lutte pour la démocratie et les droits de l'homme.

Je conclurai en empruntant les mots d'un autre dirigeant politique suédois dont la vie fut également trop tôt emportée, Olof Palme :

« Ceci est notre monde. Nous en sommes tributaires. Nous avons une responsabilité envers lui. »